

AUDIENCE MINISTERIELLE DU 23/11/2022

Montreuil, le 24/11/2022

Les organisations syndicales représentatives à la DGFIP ont été reçues par le Ministre des Comptes Publics ce mercredi 23 novembre 2022, en présence du Directeur Général des Finances Publiques, du Directeur Général Adjoint, de la Directrice des Ressources Humaines et du chef du Service de la sécurité juridique et du Contrôle Fiscal.

Cette audience, convoquée à la demande des organisations syndicales, faisait suite au drame tragique dans le Pas-de-Calais.

Le Ministre, en préambule, a une nouvelle fois fait part de son soutien à tous les agents de la DGFIP et en particulier aux agents de la DDFiP du Pas-de-Calais.

Il a annoncé avoir demandé à la DGFIP d'ouvrir rapidement un cycle de discussions pour renforcer et améliorer la sécurité des agents.

Un point sur le dossier a ensuite été fait.

La CGT Finances Publiques précise que, si le moment est bien au soutien à apporter aux victimes, à leurs proches et collègues, ainsi qu'à tous les agents de la DGFIP, beaucoup de sujets devront être mis sur la table et non plus balayés d'un revers de main comme si tous les éléments évoqués de longue date n'avaient aucune conséquence sur la sécurité des agents.

À ce stade, la CGT Finances Publiques a fait remonter les sentiments de stupéfaction, de tristesse, de colère, mais aussi d'inquiétude, voire de peur, des personnels.

La CGT a porté en urgence :

- que le **soutien psychologique doit être ouvert à tous les personnels de la DGFIP** et qu'un message doit être passé en ce sens,
- qu'un message soit envoyé aux directions locales et que des mesures de bienveillance soient prises, s'agissant des sorties sur le terrain dans la période,
- que la **DGFIP**, en tant que responsable de l'intégrité physique et psychologique des agents et de leur sécurité, **porte plainte contre tous les auteurs de commentaires publics incitant à la haine et même au crime contre les agents des finances publiques.**

La CGT Finances Publiques a rappelé au Ministre que, si rien ne justifiait les événements de lundi, la violence grandissante envers les fonctionnaires et au cas particulier des finances publiques se nourrit aussi de la portée des propos de responsables politiques, et en premier lieu de ceux en responsabilité.

Tout ce qui atteint le consentement à l'impôt par des attaques continuelles, le fonctionnaire « bashing », l'assimilation d'un fonctionnaire à un coût social, et ce depuis des années, participent au dénigrement qui décomplexe et cautionne les actes de violence inadmissibles que les personnels de la DGFIP subissent tous les jours.

Nous ne sommes pas responsables de la violence des politiques économiques et sociales du gouvernement.

La CGT Finances Publiques exprime sa plus profonde tristesse et présente ses condoléances aux proches de notre collègue décédé et réaffirme tout son soutien à notre collègue agressée, ainsi qu'à leurs collègues directs et à toute la communauté professionnelle des agent.es des Finances Publiques.